



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

Service de la fonction financière et comptable de l'Etat

## Situation Mensuelle de l'Etat



Avril 2022





<b>Synthèse.....</b>	<b>2</b>
Faits marquants .....	2
Chiffres clés.....	4
<b>Solde d'exécution budgétaire .....</b>	<b>5</b>
<b>Dépenses.....</b>	<b>6</b>
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme .....	7
<b>Recettes .....</b>	<b>10</b>
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé) .....	10
Recettes non fiscales du budget général.....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours.....	14
<b>Opérations des comptes spéciaux .....</b>	<b>15</b>
<b>Données patrimoniales.....</b>	<b>16</b>
Correspondants du Trésor et personnes habilitées .....	16
Dette financière de l'Etat .....	17
<b>Notes méthodologiques.....</b>	<b>18</b>



## Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -67,320 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin avril 2022 s'élève à -67,320 Md€ contre -91,248 Md€ à fin avril 2021 à périmètre constant.

Cette évolution (+23,928 Md€) s'explique par une

baisse des dépenses nettes de 7,400 Md€, une hausse des recettes nettes de 18,647 Md€ et une variation négative du solde des comptes spéciaux de 2,119 Md€.

## Dépenses du budget général (nettes de R&D) : 135,505 Md€

*Les principales dépenses du mois (en CP)*

► **Mission Engagements financiers de l'Etat** : 10,562 Md€, essentiellement au titre du programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat » (10,523 Md€) ;

► **Mission Enseignement scolaire** : 6,799 Md€, principalement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (2,895 Md€) et du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (1,986 Md€) ;

► **Mission Défense** : 5,262 Md€, essentiellement au titre du programme « Equipement des forces » (2,142 Md€), du programme « Soutien de la politique de la défense » (1,967 Md€) et du programme « Préparation et emploi des forces » (1,025 Md€) ;

► **Mission Recherche et enseignement supérieur** : 4,203 Md€, principalement au titre du programme « Formations supérieures et recherche universitaire » (3,302 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin avril 2022 s'élèvent à 135,505 Md€ contre 142,905 Md€ à fin avril 2021 à périmètre constant.

Cette évolution (-7,400 Md€) résulte essentiellement de la baisse des dépenses d'intervention à hauteur de -10,451 Md€ (montant essentiellement lié à la mission « Plan d'urgence face à la crise sanitaire » pour

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durables** : 3,080 Md€, notamment au titre du programme « Service public de l'énergie » (1,144 Md€) ;

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 2,198 Md€, essentiellement au titre du programme « Handicap et dépendance » (1,098 Md€) et du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » (1,045 Md€) ;

► **Mission Sécurités** : 1,747 Md€, essentiellement au titre du programme « Police nationale » (0,963 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (0,737 Md€) ;

► **Mission Plan de relance** : 1,089 Md€, montant réparti sur les divers programmes composant la mission ;

► **Mission Relations avec les collectivités territoriales** : 1,041 Md€, essentiellement au titre du programme « Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements » (1,039 Md€).

-12,875 Md€ et à la mission « Plan de relance » pour -2,311 Md€, ainsi qu'à la mission « Ecologie, développement et mobilité durables » pour +4,473 Md€) et de la hausse des dépenses de fonctionnement à hauteur de 1,648 Md€ (montant essentiellement lié à la mission « Economie » pour +1,747 Md€).

## Recettes du budget général (nettes de R&D) : 84,438 Md€

*Les principales recettes du mois*

► **TVA nette** : 9,780 Md€ ;

► **IR net** : 7,537 Md€ ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 4,512 Md€, dont 1,530 Md€ d'autres taxes intérieures (essentiellement au titre de la TICGN et de la TICFE) et 1,394 Md€ de droits de mutation à titre gratuit ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 1,380 Md€, dont 0,587 Md€ de prélèvements de solidarité ;

► **TICPE nette** : 0,949 Md€ ;

► **Dividendes et recettes assimilées** : 0,521 Md€ (essentiellement au titre du dividende ENGIE) ;

► **IS net** : -1,180 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -2,186 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -2,517 Md€, dont -2,015 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement (DGF).



## Recettes fiscales (nettes de R&D) : 92,051 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin avril 2022 s'élèvent à 92,051 Md€ contre 81,471 Md€ à fin avril 2021 à périmètre constant.

Cette évolution (+10,580 Md€) s'explique essentiellement par des augmentations des recettes de TVA nette pour 4,512 Md€ (essentiellement en raison d'une hausse des recettes brutes de 5,381 Md€), d'IS net pour 2,680

Md€ (principalement en raison d'une hausse de l'IS brut de 1,871 Md€), d'IR net pour 2,468 Md€ (essentiellement en raison d'une hausse de l'IR brut de 2,191 Md€), et des autres recettes fiscales nettes (hors TICPE) pour 1,343 Md€ (essentiellement en raison d'une hausse des autres recettes fiscales brutes de 1,059 Md€).

## Recettes non fiscales : 10,892 Md€

Les recettes non fiscales à fin avril 2022 s'élèvent à 10,892 Md€ contre 3,103 Md€ à fin avril 2021 à périmètre constant.

Cette évolution (+7,789 Md€) s'explique

essentiellement par le versement de l'UE à hauteur de 7,400 Md€ pour cofinancer une partie des dépenses engagées par la France au titre du plan de relance.

## Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -19,576 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin avril 2022 s'élèvent à -19,576 Md€ contre -20,587 Md€ à fin avril 2021 à périmètre constant.

Cette évolution (+1,011 Md€) s'explique

principalement par de moindres PSR au profit de l'Union européenne à hauteur de 1,500 Md€ (écart lié à la modification de la liquidation de la contribution française au budget 2022 de l'UE).

## Fonds de concours : 1,070 Md€

Les fonds de concours à fin avril 2022 s'élèvent à 1,070 Md€ contre 1,804 Md€ à fin avril 2021 à périmètre constant.

Cette évolution (-0,734 Md€) s'explique notamment par les versements intervenus en 2021 dans le cadre de la crise sanitaire.

## Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -16,253 Md€

*Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)*

►Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » enregistre des dépenses pour 10,775 Md€ (essentiellement au titre du paiement des intérêts des OAT à taux fixes) et des recettes pour 10,698 Md€ (essentiellement au titre d'abondements par le BG) ;

►Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » présente des dépenses pour 9,017 Md€ et des recettes pour 5,347 Md€ (dont

2,793 Md€ au titre de la TVA affectée suite à la réforme 2021 de la fiscalité locale, et 1,427 Md€ de TF, essentiellement en raison de la mensualisation) ;

►Le compte « **Participations financières de l'Etat** » affiche des dépenses pour 2,654 Md€ (essentiellement en raison de la souscription à l'augmentation de capital de la société EDF).

Le solde des comptes spéciaux à fin avril 2022 s'élève à -16,253 Md€ contre -14,134 Md€ à fin avril 2021 à périmètre constant.

Cette évolution (-2,119 Md€) s'explique essentiellement par une diminution du solde des

comptes d'affectation spéciale de -1,921 Md€ (principalement le compte « Participations financières de l'Etat » pour 1,320 Md€ en raison de la souscription à l'augmentation de capital EDF à hauteur de +2,654 Md€).

## Dettes financières de l'Etat au 30 avril : 2 220,989 Md€

La dette financière est en augmentation de 48,181 Md€ depuis le début de l'année 2022.

Les principaux flux nets concernent les titres négociables (hausse des OAT de +47,490 Md€ et

baisse des BTF à hauteur de -8,294 Md€), ainsi que les dettes financières et autres emprunts en hausse de +8,985 Md€ (essentiellement en raison de la reprise de la dette SNCF pour 10,000 Md€).



	Mois	Cumul à fin avril			Renvoi Page
	Avril	2022	2021 retraité	2021 exécuté	
unité : million d'€.					
<b>DONNEES BUDGETAIRES</b>					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-28 986	-67 320	-91 248	-91 367	5
Dépenses du budget général (nettes de R&D)	42 615	135 505	142 905	142 890	6
Recettes du budget général (nettes de R&D)	19 356	84 438	65 791	65 657	10
Principales recettes fiscales (nettes de R&D)					
- IR	7 537	24 976	22 508	22 508	
- IS *	-1 180	9 928	7 248	7 248	
- TVA	9 780	35 818	31 306	31 299	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-5 727	-16 253	-14 134	-14 134	15
<b>DONNEES PATRIMONIALES</b>					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	7 660	174 900			16
Dette financière de l'Etat	-22 579	2 220 989			17

\* hors contribution sociale sur les bénéficiaires des sociétés  
et contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés



	Mois	Cumul à fin avril		
	Avril	2022	2021 retraité	2021 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Dépenses nettes du budget général</b>				
Dotations des pouvoirs publics	0	1 013	994	994
Dépenses de personnel	11 371	45 820	45 259	45 299
Dépenses de fonctionnement	7 081	23 567	21 919	21 886
Charges de la dette de l'Etat	10 538	12 704	12 039	12 039
Dépenses d'investissement	2 075	6 479	6 147	6 147
Dépenses d'intervention	11 388	45 519	55 970	55 946
Dépenses d'opérations financières	162	402	577	579
<b>Total des dépenses (nettes de R&amp;D) (I)</b>	<b>42 615</b>	<b>135 505</b>	<b>142 905</b>	<b>142 890</b>
<b>Recettes nettes du budget général</b>				
Recettes fiscales	22 144	92 051	81 471	81 336
Recettes non fiscales	1 556	10 892	3 103	3 103
Prélèvements sur recettes	-4 702	-19 576	-20 587	-20 586
Fonds de concours	359	1 070	1 804	1 804
<b>Total des recettes (nettes de R&amp;D) (II)</b>	<b>19 356</b>	<b>84 438</b>	<b>65 791</b>	<b>65 657</b>
<b>Total des recettes (nettes de R&amp;D, hors prélèvements sur recettes)</b>	<b>24 058</b>	<b>104 013</b>	<b>86 378</b>	<b>86 243</b>
<b>SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)</b>	<b>-23 259</b>	<b>-51 067</b>	<b>-77 114</b>	<b>-77 233</b>
<b>Comptes spéciaux</b>				
Solde des comptes d'affectation spéciale	-2 472	-99	1 822	1 822
Solde des comptes de concours financiers	-3 122	-16 266	-16 231	-16 231
Solde des comptes de commerce	-133	135	307	307
Solde des comptes d'opérations monétaires	88	66	-34	-34
<b>SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)</b>	<b>-5 727</b>	<b>-16 253</b>	<b>-14 134</b>	<b>-14 134</b>
<b>SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)</b>	<b>-28 986</b>	<b>-67 320</b>	<b>-91 248</b>	<b>-91 367</b>



	Mois	Cumul à fin avril		
	Avril	2022	2021 retraité	2021 exécuté
unité : million d'€.				
<b>TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL</b>	<b>11 371</b>	<b>45 820</b>	<b>45 259</b>	<b>45 299</b>
Rémunérations d'activité	6 560	26 415	26 067	26 083
Cotisations et contributions sociales	4 697	18 990	18 935	18 960
Prestations sociales et allocations diverses	114	415	256	257
<b>AUTRES TITRES</b>	<b>31 244</b>	<b>89 684</b>	<b>97 646</b>	<b>97 591</b>
<b>Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics</b>	<b>0</b>	<b>1 013</b>	<b>994</b>	<b>994</b>
<b>Titre 3 - Dépenses de fonctionnement</b>	<b>7 081</b>	<b>23 567</b>	<b>21 919</b>	<b>21 886</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 419	11 358	10 154	10 149
Subventions pour charges de service public	4 662	12 208	11 765	11 737
<b>Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat</b>	<b>10 538</b>	<b>12 704</b>	<b>12 039</b>	<b>12 039</b>
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	10 538	12 704	12 039	12 039
<b>Titre 5 - Dépenses d'investissement</b>	<b>2 075</b>	<b>6 479</b>	<b>6 147</b>	<b>6 147</b>
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	1 686	4 630	4 653	4 653
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	389	1 850	1 494	1 494
<b>Titre 6 - Dépenses d'intervention</b>	<b>11 388</b>	<b>45 519</b>	<b>55 970</b>	<b>55 946</b>
Transferts aux ménages	3 584	18 968	19 905	19 737
Transferts aux entreprises	3 603	12 826	24 908	25 011
Transferts aux collectivités territoriales	1 715	4 256	3 127	3 148
Transferts aux autres collectivités	2 462	9 218	8 010	8 028
Appels en garantie	24	250	21	21
<b>Titre 7 - Dépenses d'opérations financières</b>	<b>162</b>	<b>402</b>	<b>577</b>	<b>579</b>
Prêts et avances	0	0	179	181
Dotations en fonds propres	133	264	290	290
Dépenses de participations financières	29	139	109	109
<b>TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>42 615</b>	<b>135 505</b>	<b>142 905</b>	<b>142 890</b>





	Mois d'avril		Cumul à fin avril 2022		Cumul à fin avril 2021	Cumul à fin avril 2021
	AE	CP	AE	CP	retraité	consommé
	consommées	consommés	consommées	consommés	CP consommés	CP consommés
unité : million d'€.						
<b>ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT</b>	<b>157</b>	<b>194</b>	<b>1 505</b>	<b>1 366</b>	<b>1 071</b>	<b>1 070</b>
Action de la France en Europe et dans le monde	97	98	985	914	624	624
Diplomatie culturelle et d'influence	38	74	376	315	312	312
Français à l'étranger et affaires consulaires	21	22	145	137	135	134
<b>ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT</b>	<b>347</b>	<b>330</b>	<b>1 500</b>	<b>1 408</b>	<b>1 276</b>	<b>1 276</b>
Administration territoriale de l'Etat	184	200	769	758	690	692
Vie politique <sup>(1)</sup>	19	19	191	157	116	121
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	144	112	540	493	470	463
<b>AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES</b>	<b>251</b>	<b>176</b>	<b>934</b>	<b>799</b>	<b>754</b>	<b>755</b>
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture	122	63	537	423	399	399
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	71	63	202	191	169	170
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	59	49	195	186	186	186
<b>AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT</b>	<b>1 312</b>	<b>666</b>	<b>1 592</b>	<b>1 383</b>	<b>659</b>	<b>659</b>
Aide économique et financière au développement	578	37	584	195	155	155
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement	0	0	0	0	0	0
Solidarité à l'égard des pays en développement	735	630	1 008	1 188	504	504
Restitution des "biens mal acquis" <sup>(2)</sup>	0	0	0	0	0	0
<b>ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION</b>	<b>7</b>	<b>41</b>	<b>1 390</b>	<b>1 306</b>	<b>1 482</b>	<b>1 482</b>
Liens entre la Nation et son armée <sup>(3)</sup>	0	0	0	0	6	6
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation <sup>(1)</sup>	7	41	1 313	1 229	1 393	1 393
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	0	77	77	82	82
<b>COHESION DES TERRITOIRES</b>	<b>708</b>	<b>391</b>	<b>14 479</b>	<b>3 967</b>	<b>3 782</b>	<b>3 790</b>
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	275	137	726	324	509	519
Aide à l'accès au logement	0	0	13 005	3 268	3 119	3 119
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	359	199	377	220	38	39
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	14	16	66	56	47	45
Politique de la ville	27	23	126	64	54	54
Interventions territoriales de l'Etat	33	16	179	35	15	14
<b>CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT</b>	<b>54</b>	<b>54</b>	<b>250</b>	<b>256</b>	<b>249</b>	<b>249</b>
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	33	36	129	141	137	137
Conseil économique, social et environnemental	0	0	44	44	41	41
Cour des comptes et autres juridictions financières	21	18	76	72	70	70
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0	0
<b>CREDITS NON REPARTIS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0	0
<b>CULTURE</b>	<b>582</b>	<b>327</b>	<b>1 383</b>	<b>891</b>	<b>770</b>	<b>771</b>
Patrimoines	185	72	390	224	291	290
Création	288	158	508	266	187	185
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	47	36	236	162	60	64
Soutien aux politiques du ministère de la culture	63	60	249	240	231	231
<b>DEFENSE</b>	<b>7 573</b>	<b>5 262</b>	<b>21 397</b>	<b>18 667</b>	<b>18 307</b>	<b>18 307</b>
Environnement et prospective de la politique de défense	100	128	728	641	649	649
Préparation et emploi des forces	2 334	1 025	4 724	4 012	3 856	3 855
Soutien de la politique de la défense	1 914	1 967	10 554	7 654	7 597	7 597
Equipement des forces	3 224	2 142	5 392	6 360	6 205	6 205
<b>DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT</b>	<b>72</b>	<b>79</b>	<b>360</b>	<b>315</b>	<b>260</b>	<b>252</b>
Coordination du travail gouvernemental	56	57	245	223	203	203
Protection des droits et libertés	5	5	66	58	57	50
Présidence française du Conseil de l'Union européenne en 2022	11	17	48	34	0	0
<b>ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES</b>	<b>1 685</b>	<b>3 080</b>	<b>20 126</b>	<b>12 197</b>	<b>7 703</b>	<b>7 704</b>
Infrastructures et services de transports	636	792	6 621	3 379	2 190	2 190
Affaires maritimes	3	2	94	58	44	44
Paysages, eau et biodiversité	28	19	110	55	71	70
Expertise, information géographique et météorologie	1	143	419	281	279	279
Prévention des risques	20	36	676	255	205	205
Energie, climat et après-mines	206	688	2 301	1 837	688	688
Service public de l'énergie	556	1 144	8 560	5 030	2 917	2 917
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	219	240	1 086	1 043	1 063	1 065
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat	15	15	259	259	245	245



	Mois d'avril		Cumul à fin avril 2022		Cumul à fin avril 2021 retraité	Cumul à fin avril 2021 consommé
	AE	CP	AE	CP	CP	CP
	consommées	consommés	consommées	consommés	consommés	consommés
unité : million d'€.						
<b>ECONOMIE</b>	<b>165</b>	<b>117</b>	<b>2 457</b>	<b>2 349</b>	<b>800</b>	<b>801</b>
Développement des entreprises et régulations	102	50	285	178	384	385
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	52	54	157	156	137	137
Stratégies économiques	12	14	266	268	279	279
Financement des opérations patrimoniales envisagées en 2021 et en 2022 sur le compte d'affectation spéciale "Participations financières de l'Etat" <sup>(1)</sup>	0	0	1 748	1 748	0	0
<b>ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT</b>	<b>10 574</b>	<b>10 562</b>	<b>12 821</b>	<b>12 889</b>	<b>11 922</b>	<b>11 922</b>
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat	10 523	10 523	12 445	12 445	11 794	11 794
Appels en garantie de l'Etat	36	24	351	339	21	21
Epargne	15	15	26	25	27	27
Dotation du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	0	80	80	80
Amortissement de la dette de l'Etat liée à la Covid-19 <sup>(2)</sup>	0	0	0	0	0	0
<b>ENSEIGNEMENT SCOLAIRE</b>	<b>6 625</b>	<b>6 799</b>	<b>27 595</b>	<b>27 304</b>	<b>26 852</b>	<b>26 853</b>
Enseignement scolaire public du premier degré	1 985	1 986	8 043	8 040	7 892	7 892
Enseignement scolaire public du second degré	2 895	2 895	11 631	11 624	11 478	11 480
Vie de l'élève	670	827	3 433	3 356	3 164	3 164
Enseignement privé du premier et du second degrés	626	647	2 898	2 877	2 835	2 835
Soutien de la politique de l'éducation nationale	202	225	960	816	927	928
Enseignement technique agricole	247	220	630	590	555	553
<b>GESTION DES FINANCES PUBLIQUES</b>	<b>838</b>	<b>799</b>	<b>3 480</b>	<b>3 259</b>	<b>3 281</b>	<b>3 300</b>
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	599	604	2 596	2 461	2 480	2 477
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	106	68	347	280	287	306
Facilitation et sécurisation des échanges	133	127	537	518	514	518
<b>IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION</b>	<b>247</b>	<b>272</b>	<b>832</b>	<b>564</b>	<b>471</b>	<b>471</b>
Immigration et asile	230	260	714	476	389	389
Intégration et accès à la nationalité française	17	12	118	88	82	82
<b>INVESTIR POUR LA FRANCE DE 2030 <sup>(1)</sup></b>	<b>7 390</b>	<b>332</b>	<b>15 540</b>	<b>332</b>	<b>1 466</b>	<b>1 463</b>
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	95	0	95	210	210
Valorisation de la recherche	0	237	0	237	529	529
Accélération de la modernisation des entreprises	0	0	0	0	668	668
Financement des investissements stratégiques	5 870	0	14 020	0	0	0
Financement structurel des écosystèmes d'innovation	1 520	0	1 520	0	59	56
<b>JUSTICE</b>	<b>1 445</b>	<b>754</b>	<b>4 462</b>	<b>3 435</b>	<b>3 225</b>	<b>3 225</b>
Justice judiciaire	298	310	1 522	1 364	1 278	1 278
Administration pénitentiaire	1 021	317	2 003	1 319	1 252	1 252
Protection judiciaire de la jeunesse	70	80	422	299	284	285
Accès au droit et à la justice	9	9	299	293	263	263
Conduite et pilotage de la politique de la justice	46	38	215	159	146	145
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	1	1	2	2
<b>MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES</b>	<b>48</b>	<b>62</b>	<b>335</b>	<b>192</b>	<b>196</b>	<b>195</b>
Presse et médias	46	54	115	109	90	90
Livre et industries culturelles	2	8	219	82	105	105
<b>OUTRE-MER</b>	<b>118</b>	<b>53</b>	<b>1 500</b>	<b>637</b>	<b>665</b>	<b>665</b>
Emploi outre-mer	25	23	1 243	481	512	512
Conditions de vie outre-mer	93	29	257	156	153	153
<b>PLAN DE RELANCE</b>	<b>658</b>	<b>1 089</b>	<b>1 607</b>	<b>2 457</b>	<b>4 962</b>	<b>4 962</b>
Écologie	176	221	749	1 098	733	733
Compétitivité	165	372	538	705	970	970
Cohésion	316	496	321	654	3 259	3 259
<b>PLAN D'URGENCE FACE A LA CRISE SANITAIRE</b>	<b>372</b>	<b>370</b>	<b>1 684</b>	<b>1 706</b>	<b>15 311</b>	<b>15 311</b>
Prise en charge du chômage partiel et financement des aides d'urgence aux employeurs et aux actifs précaires à la suite de la crise sanitaire	1	1	1	7	1 783	1 783
Fonds de solidarité pour les entreprises à la suite de la crise sanitaire	366	366	1 668	1 678	12 777	12 777
Renforcement exceptionnel des participations financières de l'Etat dans le cadre de la crise sanitaire	0	0	0	0	622	622
Compensation à la sécurité sociale des allègements de prélèvements pour les entreprises les plus touchées par la crise sanitaire	0	0	0	0	0	0
Matériels sanitaires pour faire face à la crise de la Covid-19	5	3	14	21	129	129
<b>POUVOIRS PUBLICS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 013</b>	<b>1 013</b>	<b>994</b>	<b>994</b>
Présidence de la République	0	0	105	105	105	105
Assemblée nationale	0	0	518	518	518	518
Sénat	0	0	339	339	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	34	34	34	34
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	16	16	12	12
Haute Cour	0	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1	1



	Mois d'avril		Cumul à fin avril 2022		Cumul à fin avril 2021 retraité	Cumul à fin avril 2021 consommé
	AE	CP	AE	CP	CP	CP
	consommées	consommés	consommées	consommés	consommés	consommés
unité : million d'€.						
<b>RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>	<b>1 031</b>	<b>4 203</b>	<b>24 661</b>	<b>11 988</b>	<b>11 043</b>	<b>11 050</b>
Formations supérieures et recherche universitaire	42	3 302	13 408	6 821	5 754	5 750
Vie étudiante	23	291	1 875	1 356	1 443	1 443
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	886	314	6 144	2 031	2 040	2 030
Recherche spatiale	0	0	1 580	601	571	591
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	30	226	1 202	928	923	923
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	23	12	322	133	154	154
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	0	0	0	0
Enseignement supérieur et recherche agricoles	28	57	130	118	160	159
<b>REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE</b>	<b>37</b>	<b>434</b>	<b>5 522</b>	<b>2 374</b>	<b>2 448</b>	<b>2 448</b>
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	37	342	3 758	1 637	1 628	1 628
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	0	735	269	338	338
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	0	92	1 029	467	482	482
<b>RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>	<b>1 231</b>	<b>1 041</b>	<b>1 947</b>	<b>1 763</b>	<b>982</b>	<b>984</b>
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	1 231	1 039	1 883	1 692	847	849
Concours spécifiques et administration	0	2	64	71	136	136
<b>REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS</b>	<b>8 858</b>	<b>8 852</b>	<b>38 699</b>	<b>38 700</b>	<b>39 141</b>	<b>39 141</b>
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat	8 558	8 552	37 120	37 120	37 196	37 196
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux	299	299	1 580	1 580	1 945	1 945
<b>SANTE</b>	<b>96</b>	<b>38</b>	<b>1 177</b>	<b>493</b>	<b>506</b>	<b>507</b>
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	96	38	212	107	129	129
Protection maladie	0	0	965	386	377	377
<b>SECURITES</b>	<b>1 863</b>	<b>1 747</b>	<b>7 444</b>	<b>7 079</b>	<b>6 866</b>	<b>6 866</b>
Police nationale	954	963	3 800	3 769	3 566	3 566
Gendarmerie nationale	831	737	3 425	3 103	3 090	3 090
Sécurité et éducation routières	3	2	14	7	7	7
Sécurité civile	74	45	204	199	202	202
<b>SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES</b>	<b>398</b>	<b>2 198</b>	<b>26 209</b>	<b>9 549</b>	<b>10 436</b>	<b>10 217</b>
Inclusion sociale et protection des personnes	147	1 045	12 072	4 718	4 644	4 422
Handicap et dépendance	6	1 098	13 145	4 391	5 369	5 370
Egalité entre les femmes et les hommes	2	1	6	4	4	4
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales	53	54	787	426	418	421
Prise en charge par l'Etat du financement de l'indemnité inflation	190	0	200	10	0	0
<b>SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE</b>	<b>183</b>	<b>133</b>	<b>957</b>	<b>487</b>	<b>468</b>	<b>468</b>
Sport	36	21	313	158	216	216
Jeunesse et vie associative	3	4	500	221	175	175
Jeux olympiques et paralympiques 2024	144	108	144	108	77	77
<b>TRANSFORMATION ET FONCTION PUBLIQUES</b>	<b>142</b>	<b>50</b>	<b>301</b>	<b>143</b>	<b>127</b>	<b>107</b>
Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants	84	9	89	32	13	13
Transformation publique <sup>(1)</sup>	6	11	26	29	22	20
Fonds d'accompagnement interministériel Ressources humaines <sup>(2)</sup>	0	0	0	0	0	0
Innovation et transformation numériques	0	0	1	1	3	3
Fonction publique	48	27	173	70	76	71
Conduite et pilotage de la transformation et de la fonction publiques <sup>(2)</sup>	3	3	12	12	12	0
<b>TRAVAIL ET EMPLOI</b>	<b>1 208</b>	<b>961</b>	<b>4 222</b>	<b>2 937</b>	<b>3 572</b>	<b>3 767</b>
Accès et retour à l'emploi	624	787	3 397	2 481	1 972	1 986
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	529	119	577	233	1 328	1 518
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	0	0	25	10	45	45
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	54	55	223	213	228	219
<b>TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>56 277</b>	<b>51 467</b>	<b>249 383</b>	<b>174 205</b>	<b>182 046</b>	<b>182 031</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>47 419</b>	<b>42 615</b>	<b>210 684</b>	<b>135 505</b>	<b>142 905</b>	<b>142 890</b>

<sup>(1)</sup> Modification de libellé en LFI 2022

<sup>(2)</sup> Création en LFI 2022

<sup>(3)</sup> Suppression en LFI 2022



	Mois		Cumul à fin avril	
	Avril	2022	2021 retraité	2021 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Impôt sur le Revenu (A)</b>	<b>7 671</b>	<b>30 945</b>	<b>28 754</b>	<b>28 754</b>
<b>Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)</b>	<b>130</b>	<b>577</b>	<b>579</b>	<b>565</b>
<b>Impôt sur les sociétés (C)</b>	<b>409</b>	<b>14 977</b>	<b>13 045</b>	<b>13 045</b>
Impôt sur les sociétés	401	14 628	12 757	12 757
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	7	247	230	230
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	102	58	58
<b>Autres impôts directs et taxes assimilées (D)</b>	<b>1 380</b>	<b>5 338</b>	<b>5 157</b>	<b>5 140</b>
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	110	399	289	289
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	86	850	643	643
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	0	0
Impôt sur la fortune immobilière	26	249	252	252
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	3	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	13	14	10	10
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	0	0	0
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	2	14	7	7
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	1	13	7	7
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	14	40	34	34
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	0	0	0	0
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	0	0
Prélèvements de solidarité	587	2 565	2 236	2 236
Taxe sur les services numériques	345	355	219	219
Taxe d'habitation sur les résidences principales	124	543	1 195	1 195
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat)	14	58	75	75
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	1	1	1
Recettes diverses	58	233	186	169
<b>Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)</b>	<b>1 147</b>	<b>6 004</b>	<b>6 367</b>	<b>6 289</b>
<b>Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)</b>	<b>15 746</b>	<b>58 984</b>	<b>53 603</b>	<b>53 596</b>
<b>Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)</b>	<b>4 512</b>	<b>13 926</b>	<b>13 107</b>	<b>13 088</b>
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	58	318	170	170
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	23	76	54	54
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	10	19	40	21



unité : million d'€.	Mois	Cumul à fin avril		
	Avril	2022	2021 retraité	2021 exécuté
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	233	987	981	981
Mutations à titre gratuit par décès	1 161	4 272	3 986	3 986
Contribution de sécurité immobilière	69	288	278	278
Autres conventions et actes civils	48	149	138	138
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	47	187	193	193
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	21	172	139	139
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	11	49	42	42
Timbre unique	22	126	81	81
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules	59	182	214	214
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	1 530	3 940	4 137	4 137
Autres droits et recettes accessoires	0	2	2	2
Amendes et confiscations	3	16	14	14
Taxe générale sur les activités polluantes	5	21	5	5
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	1	34	16	16
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	2	150	9	9
Autres droits et recettes à différents titres	0	0	0	0
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	0	0	0	0
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	5	17	18	18
Taxe sur certaines dépenses de publicité	15	16	15	15
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	560	560	560	560
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	3	23	20	20
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	221	808	841	841
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	65	220	16	16
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	32	130	108	108
Prélèvement sur les paris sportifs	59	258	276	276
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	8	35	37	37
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	188	637	449	449
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Autres taxes	53	234	266	266
<b>TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)</b>	<b>30 995</b>	<b>130 751</b>	<b>120 612</b>	<b>120 477</b>
<b>TOTAL GENERAL (net de R&amp;D)</b>	<b>22 144</b>	<b>92 051</b>	<b>81 471</b>	<b>81 336</b>



	Mois		Cumul à fin avril	
	Avril	2022	2021 retraité	2021 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Dividendes et recettes assimilées (A)</b>	<b>521</b>	<b>537</b>	<b>14</b>	<b>14</b>
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	0	0	0
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	521	536	14	14
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
<b>Produits du domaine de l'Etat (B)</b>	<b>36</b>	<b>408</b>	<b>452</b>	<b>452</b>
Revenus du domaine public non militaire	17	116	72	72
Autres revenus du domaine public	1	2	2	2
Revenus du domaine privé	12	170	158	158
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	6	120	220	220
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	0	0	0	0
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	0	0	0	0
<b>Produits de la vente de biens et services (C)</b>	<b>293</b>	<b>671</b>	<b>424</b>	<b>424</b>
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	55	119	70	70
Autres frais d'assiette et de recouvrement	84	370	349	349
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	24	2	2
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	2	1	1
Autres recettes diverses	153	156	1	1
<b>Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)</b>	<b>226</b>	<b>275</b>	<b>63</b>	<b>63</b>
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	0	15	16	16
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	0	2	0	0
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	0	0	0
Intérêts des autres prêts et avances	218	233	8	8
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	8	19	28	28
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	0	6	6
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	0	6	4	4



	Mois		Cumul à fin avril	
	Avril	2022	2021 retraité	2021 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)</b>	<b>299</b>	<b>560</b>	<b>724</b>	<b>724</b>
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	12	55	302	302
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	213	220	144	144
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	1	3	3	3
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	66	222	224	224
Frais de poursuite	0	4	3	3
Frais de justice et d'instance	1	3	3	3
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	6	7	0	0
<b>Divers (F)</b>	<b>181</b>	<b>8 442</b>	<b>1 425</b>	<b>1 425</b>
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	348	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	95	274	40	40
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	14	54	9	9
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	4	4	4
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	2	2	2
Recouvrement des indemnisations versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	3	3	3
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	1	2	2	2
Récupération d'indus	3	8	10	10
Recouvrements après admission en non-valeur	14	51	45	45
Divers versements de l'Union européenne	0	7 400	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	2	12	28	28
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	9	8	8
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	30	148	180	180
Produits divers	-3	1	720	720
Autres produits divers	22	126	375	375
<b>TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)</b>	<b>1 556</b>	<b>10 892</b>	<b>3 103</b>	<b>3 103</b>



	Mois		Cumul à fin avril	
	Avril	2022	2021 retraité	2021 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales</b>	<b>-2 517</b>	<b>-10 833</b>	<b>-10 344</b>	<b>-10 343</b>
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 015	-8 059	-8 138	-8 128
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	-1	-1	-1
<b>Dotations</b> de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	-3	-7	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-229	-881	-1 064	-1 064
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	0	3	-89	-89
<b>Dotations</b> élu local	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	0	0	0	0
<b>Fonds</b> de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	9	0
<b>Dotations</b> départementale d'équipement des collèges	0	-1	0	0
<b>Dotations</b> régionale d'équipement scolaire	0	0	0	0
<b>Dotations</b> globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-241	-962	-951	-951
<b>Dotations</b> pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	0	-6	-37	-37
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-9	-36	-36	-36
<b>Fonds</b> de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	0	-1	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	-27	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	-12	-12	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit de la Polynésie française	-8	-30	-30	-30
<b>Soutien</b> exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire	274	279	-4	-4
<b>Soutien</b> exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0
<b>Soutien</b> exceptionnel de l'Etat au profit de la collectivité de Corse confrontée à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	-2	-2
<b>Soutien</b> exceptionnel de l'Etat au profit de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Wallis-et-Futuna confrontées à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels	-274	-1 092	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des communes et EPCI contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de cotisation foncière des entreprises	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> exceptionnel sur les recettes de l'Etat de compensation du Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO)	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et des groupements de communes qui procèdent à l'abandon ou à la renonciation définitive de loyers	0	0	0	0
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne</b>	<b>-2 186</b>	<b>-8 743</b>	<b>-10 243</b>	<b>-10 243</b>
<b>TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES</b>	<b>-4 702</b>	<b>-19 576</b>	<b>-20 587</b>	<b>-20 586</b>
<b>Fonds de concours</b>				
<b>Fonds</b> de concours ordinaires et spéciaux	333	972	1 611	1 611
<b>Fonds</b> de concours - coopération internationale	26	99	193	193
<b>TOTAL FONDS DE CONCOURS</b>	<b>359</b>	<b>1 070</b>	<b>1 804</b>	<b>1 804</b>





	Mois d'avril		Cumul à fin avril								
	Dépenses	Recettes	Dépenses			Recettes			Soldes		
			2022	2021 retraité	2021 exécuté	2022	2021 retraité	2021 exécuté	2022	2021 retraité	2021 exécuté
	unité : million d'€.										
<b>Comptes d'affectation spéciale</b>	<b>8 139</b>	<b>5 668</b>	<b>23 304</b>	<b>21 091</b>	<b>21 091</b>	<b>23 205</b>	<b>22 913</b>	<b>22 913</b>	<b>-99</b>	<b>1 822</b>	<b>1 822</b>
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	86	145	124	74	74	551	529	529	427	455	455
Développement agricole et rural	3	4	7	6	6	13	16	16	6	10	10
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	17	31	95	30	30	125	125	125	31	96	96
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	28	17	73	75	75	111	144	144	38	69	69
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	34	121	121	0	0	0	-34	-121	-121
Participations financières de l'Etat	2 654	12	2 953	996	996	1 790	1 153	1 153	-1 163	157	157
Pensions	5 351	5 459	20 018	19 789	19 789	20 614	20 946	20 946	596	1 157	1 157
<b>Comptes de concours financiers</b>	<b>9 436</b>	<b>6 314</b>	<b>39 623</b>	<b>39 851</b>	<b>39 851</b>	<b>23 357</b>	<b>23 620</b>	<b>23 620</b>	<b>-16 266</b>	<b>-16 231</b>	<b>-16 231</b>
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	6	700	1 106	2 053	2 053	701	430	430	-405	-1 623	-1 623
Avances à l'audiovisuel public	308	254	1 234	1 240	1 240	821	551	551	-413	-689	-689
Avances aux collectivités territoriales	9 017	5 347	36 192	35 782	35 782	21 368	22 437	22 437	-14 824	-13 345	-13 345
Prêts à des Etats étrangers	17	11	374	318	318	280	201	201	-93	-117	-117
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	88	2	718	458	458	187	0	0	-531	-458	-458
<b>Comptes de commerce</b>	<b>11 039</b>	<b>10 906</b>	<b>14 512</b>	<b>13 630</b>	<b>13 630</b>	<b>14 647</b>	<b>13 937</b>	<b>13 937</b>	<b>135</b>	<b>307</b>	<b>307</b>
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires	95	28	305	206	206	385	357	357	80	151	151
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	17	16	63	60	60	60	56	56	-3	-4	-4
Couverture des risques financiers de l'Etat	65	65	167	478	478	167	478	478	0	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	42	88	156	174	174	315	222	222	159	48	48
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	10 775	10 698	13 281	12 583	12 583	13 282	12 584	12 584	0	1	1
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	1	2	1	0	0	2	0	0	1	0	0
Opérations commerciales des domaines	4	8	17	16	16	35	26	26	18	10	10
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	3	1	10	8	8	6	7	7	-4	0	0
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Soutien financier au commerce extérieur	37	0	512	105	105	396	206	206	-116	101	101
<b>Comptes d'opérations monétaires</b>	<b>119</b>	<b>207</b>	<b>614</b>	<b>429</b>	<b>429</b>	<b>680</b>	<b>395</b>	<b>395</b>	<b>66</b>	<b>-34</b>	<b>-34</b>
Emission des monnaies métalliques	11	12	61	47	47	40	14	14	-21	-33	-33
Opérations avec le Fonds Monétaire International	103	192	548	382	382	637	380	380	89	-2	-2
Pertes et bénéfices de change	4	3	4	0	0	3	1	1	-1	1	1
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX</b>	<b>28 734</b>	<b>23 095</b>	<b>78 053</b>	<b>75 001</b>	<b>75 001</b>	<b>61 889</b>	<b>60 865</b>	<b>60 865</b>	<b>-16 164</b>	<b>-14 136</b>	<b>-14 136</b>
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)</b>	<b>28 630</b>	<b>22 903</b>	<b>77 504</b>	<b>74 619</b>	<b>74 619</b>	<b>61 251</b>	<b>60 485</b>	<b>60 485</b>	<b>-16 253</b>	<b>-14 134</b>	<b>-14 134</b>



		unité : million d'€.	Solde au 31/12/2021	Flux nets de l'année	Solde à fin avril 2022
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance		290	-27	262
	<b>Organismes à caractère financier</b>	Caisse des Dépôts et Consignations	17	-1	16
		La Poste	0	0	0
		Divers organismes à caractère financier	3 770	29	3 800
		<b>Total organismes à caractère financier</b>	<b>4 077</b>	<b>1</b>	<b>4 078</b>
	<b>CEPL</b>	Régions	5 471	-341	5 130
		Départements	10 159	824	10 983
		Communes	29 107	-1 565	27 542
		Etablissements publics de coopération intercommunale	18 991	141	19 132
		Etablissements sociaux et médico-sociaux	2 366	-106	2 259
		Autres	9 903	-571	9 333
		<b>Total CEPL</b>	<b>75 996</b>	<b>-1 617</b>	<b>74 379</b>
		<b>Etablissements publics de santé</b>	<b>8 128</b>	<b>1 081</b>	<b>9 209</b>
	<b>Etablissements publics nationaux</b>	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	28 089	-5 098	22 990
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	23 988	2 227	26 216
		Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	4 771	2 204	6 975
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	2 174	-641	1 533
		<b>Total établissements publics nationaux</b>	<b>59 022</b>	<b>-1 308</b>	<b>57 714</b>
		<b>Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger</b>	<b>10 453</b>	<b>716</b>	<b>11 169</b>
		<b>Union européenne</b>	<b>4 042</b>	<b>-468</b>	<b>3 574</b>
<b>Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>	BPI Groupe financement fonds de garantie	5 800	6	5 806	
	GIP	1 616	-41	1 574	
	EPL	2 662	1 575	4 237	
	Autres correspondants	2 997	97	3 094	
	Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
	Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	21	-21	0	
	<b>Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>	<b>13 096</b>	<b>1 616</b>	<b>14 711</b>	
	<b>Total Dépôts de fonds du Trésor</b>	<b>174 815</b>	<b>21</b>	<b>174 836</b>	
<b>Comptes à terme</b>	Placements des CEPL sur un compte à terme	47	18	64	
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	0	0	0	
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0	
	<b>Total Comptes à terme</b>	<b>47</b>	<b>18</b>	<b>64</b>	
	<b>Total Passif (A)</b>	<b>174 862</b>	<b>38</b>	<b>174 900</b>	
	Créances résultant des placements des deniers pupillaires	0	0	0	
	Découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
	<b>Total Actif (B)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
	<b>SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)</b>	<b>174 861</b>	<b>38</b>	<b>174 900</b>	



unité : million d'€.	Solde au 31/12/2021	Flux nets de l'année	Solde à fin avril 2022
<b>Titres négociables (A)</b>	<b>2 145 136</b>	<b>39 196</b>	<b>2 184 332</b>
<b>Titres négociables à moyen et long terme</b>	<b>1 989 757</b>	<b>47 490</b>	<b>2 037 247</b>
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 989 757	47 490	2 037 247
<i>dont - taux fixe</i>	1 753 395	36 540	1 789 936
<i>- taux variable</i>	208 430	10 543	218 973
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont - taux fixe</i>	0	0	0
<i>- taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
<b>Titres négociables à court terme</b>	<b>155 379</b>	<b>-8 294</b>	<b>147 085</b>
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	155 379	-8 294	147 085
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
<b>Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Dettes financières et autres emprunts (C)</b>	<b>27 673</b>	<b>8 985</b>	<b>36 657</b>
<b>TOTAL (A+B+C)</b>	<b>2 172 809</b>	<b>48 181</b>	<b>2 220 989</b>



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1<sup>er</sup> janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2021 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2021 retraité » correspondent aux données exécutées corrigées des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI 2022.

#### **Autorisations d'engagement (AE)**

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

#### **Catégorie**

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

#### **Comptes spéciaux**

##### Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

##### Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

#### **Correspondants du Trésor**

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

#### **Crédits de paiement (CP)**

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

#### **Dettes financières de l'Etat**

La dette financière de l'Etat (page 17) ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations, pour présenter un montant en accord avec la dette au sens de Maastricht.

#### **Différences d'arrondis**

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

#### **FMI : Fonds Monétaire International**

#### **Fonds de concours**

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

#### **Mission**

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

#### **Prélèvements sur recettes**

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

#### **Programme**

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

#### **R&D : Remboursements et Dégrèvements**

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

#### **Solde budgétaire de l'exercice**

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

#### **Titre**

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat : ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde ; les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.